

Micheline Dumont, *Pas d'histoire, les femmes ! Réflexions d'une historienne indignée*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2013, 220 p.

Johanne Daigle

Le RIN, parti indépendantiste, 1963-1968
Volume 22, numéro 3, printemps-été 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024167ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1024167ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Daigle, J. (2014). Compte rendu de [Micheline Dumont, *Pas d'histoire, les femmes ! Réflexions d'une historienne indignée*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2013, 220 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 22(3), 334–337.
<https://doi.org/10.7202/1024167ar>

Micheline Dumont, *Pas d'histoire, les femmes !*
Réflexions d'une historienne indignée, Montréal,
Éditions du remue-ménage, 2013, 220 p.

JOHANNE DAIGLE
Département d'histoire, Université Laval

Poursuivre l'objectif d'« intégrer vraiment les femmes dans l'histoire », en constatant que l'histoire « ne s'est intéressée qu'aux activités culturellement assignées aux hommes » et qu'en conséquence il fallait reprendre toute l'histoire, fut le projet révolutionnaire qu'ont entrepris et poursuivi plusieurs historiennes depuis une quarantaine d'années. Et pourtant, en dépit d'inlassables efforts, de brillantes démonstrations, d'innombrables études, colloques, publications, cours et séminaires, le récit historique est partial et rempli de biais, de faussetés et de paradoxes inexpliqués tant l'ignorance des « découvertes en histoire des femmes » perdure. Elle paraît même s'approfondir devant la récente croisade au sein de la communauté des historiens du Québec pour relancer les flambeaux de l'histoire politique et de l'histoire nationale. L'historienne Micheline Dumont s'indigne de ce constat en exposant tout un faisceau de raisons pour que « la prise en compte de la réalité des femmes transforme radicalement notre rapport à l'histoire » (p. 16).

Dans *Pas d'histoire, les femmes !*, publié dans la foulée du trentième anniversaire de parution de *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles* du Collectif Clio (Micheline Dumont, Michèle Jean, Marie Lavigne et Jennifer Stoddart), Micheline Dumont constate que l'histoire des femmes est demeurée une histoire à part, en marge du « vrai » récit historique, soulignant par là l'échec de l'objectif initial. Comment se fait-il que cette première grande synthèse historique – la seule pendant 30 ans – qui connut un remarquable succès populaire tout en suscitant de multiples chantiers de recherches ne soit pas parvenue à ébranler l'histoire officielle ? Comment se fait-il que tant d'écrits, que tant de preuves accumulées depuis des décennies concernant notamment le caractère politique des actions des femmes ne soient pas pris en compte ? Ce question-

nement que Micheline Dumont rappelle inlassablement, héroïquement même, dans un flot ininterrompu d'écrits et d'interventions publiques depuis plus de 40 ans, tant par la critique épistémologique que par la vulgarisation de l'histoire des femmes dans les médias, est au cœur de cet ouvrage.

L'indignation de l'historienne est, disons-le, exceptionnellement féconde: elle relève, analyse, compare, rappelle, déconstruit et explique comment la perspective féministe éclaire le fait que les femmes ont une histoire, qu'elles ont fait l'histoire parfois en changeant leurs propres vies et que les mouvements féministes, vieux de 150 ans, ont contribué à transformer voire à révolutionner la société sans même verser de sang. Elle propose une typologie pour mesurer ce que serait l'intégration de l'histoire des femmes dans les synthèses d'histoire du Québec en constatant que l'ajout de quelques sections les concernant n'en modifie pas les lignes directrices: la présence, les réalités ou les actions des femmes sont encore ignorées dans l'interprétation générale. L'ensemble de l'ouvrage en fournit de multiples exemples. Au-delà de ce constat, l'apport de cet ouvrage constitue bien davantage que de simples «réflexions d'une historienne indignée» comme le suggère son titre: il réunit près d'une vingtaine de contributions, dont un peu plus de la moitié avaient paru dans diverses revues scientifiques et médias écrits ou électroniques, tout en offrant plusieurs contributions inédites. La plus ancienne date de 1990 et les plus récentes nous mènent aux portes de l'actualité tant par la période couverte que par les thèmes abordés.

Ces textes regroupés sous trois grandes rubriques: «Le féminisme est-il soluble dans le nationalisme?», «Cherchons les femmes» et «L'horizon large des féminismes», sont d'inégales longueurs. On retrouve par exemple des textes démonstratifs issus d'analyses fouillées comme «L'histoire nationale peut-elle tenir compte de la réflexion féministe sur l'histoire?» ou «Le féminisme québécois et les associations internationales», ainsi que des textes d'opinion plus impressionnistes sur des questions d'actualité, dont «Le foulard et l'égalité» et «L'alphabétisation masculine». La lecture de l'ouvrage nous fait passer d'un horizon politique et nationaliste dans lequel les femmes sont peu présentes, leurs actions ignorées ou instrumentalisées, à un autre dans lequel la modernisation du Québec à travers notamment la Révolution tranquille paraît s'être effectuée sans les femmes qui brillent par leur absence, et finalement à un troisième horizon qui s'ouvre sur les réseaux et les actions internationales des femmes. Ces textes mentionnent des faits, des preuves, des références à de nombreuses études, ainsi qu'à l'expérience de l'auteure qui a personnellement vécu plusieurs événements historiques dans la foulée des mouvements féministes des 40 dernières années. Il s'agit d'une somme de connaissances, pour plusieurs inédites, qui rappellent des événements peu diffusés dans

les médias, des personnes dont l'histoire n'a pas retenu le nom ou des projets non relayés.

L'ouvrage contient une mine de renseignements sur des questions allant du mythe du Nord aux conceptions civique et identitaire de la nation lors des Rébellions de 1837-1838, de l'exclusion des femmes de la citoyenneté politique lors de la mise en place de régimes démocratiques à leurs traditions d'engagement social et philanthropique et à l'internationalisation de leurs associations depuis le XIX^e siècle. Plusieurs textes traitent de la période amorcée lors de la Révolution tranquille dans la mouvance de l'affirmation nationale et du radicalisme des mouvements sociaux au Québec comme ailleurs dans le monde. L'émergence d'un nationalisme plus « moderne » n'assure en rien l'inclusion des femmes. En 1971, des militantes féministes prenaient l'initiative d'exposer l'exploitation économique, sociale, culturelle et sexuelle des femmes dans *Le Manifeste des femmes québécoises*, constatant l'absence d'une telle analyse dans le *Manifeste du FLQ* diffusé sur les ondes de Radio-Canada en octobre 1970. Des militants de gauche continuaient à utiliser un symbolisme sexuel parfois violent à l'endroit même des militantes, comme en témoignent ces propos de Jacques Godbout diffusés dans le magazine *Maclean* en mars 1973 : « Ils aimeraient bien, s'ils vont au *strip-tease*, regarder les fesses de la fille avant de se demander si elle est en faveur de l'indépendance » (p. 39). En 1977, René Lévesque avait pour sa part usé du droit de veto à l'encontre du droit à l'avortement réclamé par une très large coalition de groupes de femmes, des plus modérés aux plus radicaux. Plusieurs exemples permettent d'avancer que les préoccupations des femmes sont ignorées dans le « nous » collectif.

Cet ensemble de textes disparates est traversé par un souci didactique qui lui donne une cohérence, mais également par celui de transmettre cette somme documentaire qui rejoint encore l'actualité : l'historienne rappelle que le foulard (islamique) n'est pas menaçant et que la laïcité est loin d'être une garantie pour les droits des femmes. Au surplus écrit-elle, « sur le front de l'égalité [...] il serait temps de passer aux choses sérieuses » (p. 176). Dans le tout dernier texte, M. Dumont revient sur le thème de l'éducation en soulignant que si les femmes sont aujourd'hui majoritaires à l'université, le savoir dispensé reste androcentrique. Elle fait le bilan suivant :

On a eu le suffrage « universel » qui faisait fi des droits des femmes ; les « droits de l'homme » qui oblitéraient la moitié de l'humanité ; le taux d'activité qui classait dans la population inactive les femmes travailleuses non salariées, les religieuses et les mères de famille ; les « enfants illégitimes » qui n'avaient pas les droits des enfants qui n'avaient pas de père légal, etc. Nous pensions qu'après certaines critiques épistémologiques, les historiens comprendraient qu'il n'est plus possible de parler de l'ensemble de l'humanité quand ils font référence aux hommes seulement. Apparemment, cette exigence élémentaire est difficile à comprendre (p. 132-133).

En dépit, ou peut-être à cause, de l'indignation que suscite la lecture des textes présentés dans cet ouvrage abondamment documenté, cette remarque de M. Dumont est toujours porteuse d'espoir: «On n'ajoute pas l'idée que la terre est ronde à l'idée que la terre est plate. On doit accepter de tout reprendre» (p. 220). Cet ouvrage, atypique dans sa facture autant qu'il est cohérent dans son propos, fournit plusieurs clefs de contact pour reprendre de grands pans d'histoire en y incluant les femmes, leurs actions et leurs préoccupations. C'est une pierre, à la fois lourde et précieuse, dans la transmission de l'histoire des femmes. Souhaitons qu'avec cet ouvrage généreux dans lequel j'ai personnellement beaucoup appris, nous soyons plusieurs historiennes et historiens à vouloir faire en sorte que le récit historique officiel ne soit plus amputé de la moitié du monde.